

Traduit par Deep Translate

[Breaking News] Première affaire de meurtre par vaccin au monde contre Bill Gates, déposée devant la Haute Cour.

Haute Cour.

24 novembre 2021

Adar Poonawalla, première affaire de meurtre par vaccin au monde contre Bill Gates, a été déposée devant la Haute Cour de l'Inde. [Kiran Yadav contre. État et ors. Pétition pénale (St.) 18017 de 2021] Le

pétitionnaire demande des poursuites contre le fabricant d'AstraZeneca (Covishield) Bill Gates, son partenaire Adar Poonawalla et d'autres responsables gouvernementaux et dirigeants impliqués dans le meurtre d'un homme de 23 ans qui a perdu son vie à cause de la vaccination. Le défunt a pris le vaccin Covishield en croyant aux faux récits que les vaccins étaient totalement sûrs et aussi pour la raison qu'il a été contraint de prendre le vaccin pour se conformer à la condition de voyager en train local.

Le comité AEFI du gouvernement indien a récemment admis que le décès du Dr Snehal Lunawat était dû aux effets secondaires du vaccin Covishield. Ledit rapport a exposé la fausseté de l'affirmation de sécurité par le syndicat des vaccins.

Le pétitionnaire a réclamé **Rs. 1000 crores (1,34 milliard USD)** d'indemnisation et a demandé une indemnisation provisoire de **Rs. 100 crores (1,34 million USD)**.

Le pétitionnaire a également demandé le détecteur de mensonges, le test d'analyse Narco de l'accusé Bill Gates et d'autres.

Dans une affaire devant la Cour américaine concernant les effets secondaires des vaccins RM, la Cour a accepté le règlement d'une indemnisation de 101 millions de dollars américains (environ Rs. 7,52 Crores) à la victime. Dans un autre cas en Amérique, la CIA, le bureau des enquêtes criminelles de la FDA, a récupéré environ 10,2 milliards de dollars américains (environ 7 590 crores de roupies) auprès des sociétés pharmaceutiques GlaxoSmithKline pour diverses infractions, notamment la suppression des effets secondaires des médicaments et la mise à mort d'Américains. danger.

La promotion illégale par la société de certains médicaments d'ordonnance, son omission de déclarer certaines données de sécurité et sa responsabilité civile pour de prétendues pratiques de déclaration de faux prix. Les États-Unis allèguent en outre que GSK a parrainé des programmes de dîners, des programmes de déjeuners, des programmes de spa et des activités similaires pour promouvoir l'utilisation de Paxil chez les enfants et les adolescents. GSK a payé un conférencier pour parler à un public de médecins et a payé le repas ou le traitement au spa des médecins qui y ont assisté. Entre 2001 et 2007, GSK n'a pas inclus certaines données de sécurité sur Avandia, un médicament contre le diabète. Les informations manquantes comprenaient des données concernant certaines études post-commercialisation, ainsi que des données concernant deux études entreprises en réponse aux préoccupations des régulateurs européens concernant la sécurité cardiovasculaire d'Avandia. Depuis 2007, la FDA a ajouté deux avertissements de type boîte noire à l'étiquette d'Avandia pour alerter les médecins du risque potentiel accru de (1) insuffisance cardiaque congestive et (2) d'infarctus du myocarde (crise cardiaque).

Il comprend également des allégations selon lesquelles GSK aurait versé des pots-de-vin à des professionnels de la santé pour les inciter à promouvoir et à prescrire ces médicaments ainsi que les médicaments Imitrex, Lotronex, Flovent et Valtrex. Les États-Unis allèguent que cette conduite a entraîné la soumission de fausses allégations aux programmes fédéraux de soins de santé.

Le banc constitutionnel de la Cour suprême de l'Inde dans **l'affaire Anita Kushwaha (2016) 8 SCC 509**, a clairement indiqué que les droits des Indiens ne sont pas inférieurs à ceux des peuples du monde.

En Inde, des demandes d'indemnisation seront déposées prochainement.

L'arrêt dans **l'affaire Montgomery [2015] UKSC 11** , **Airdale NHS Trust contre. Bland (1993) 1 Tous ER 821** , **Cause commune Vs. Union of India (2018) 5 SCC 1** et **Registrar General Vs. État du Meghalaya 2021 SCC OnLine Megh 130** ainsi que la **Déclaration universelle sur la bioéthique et les droits de l'homme, 2005** , indiquent clairement qu'avant de donner un vaccin ou un traitement à une personne, il doit être informé des effets secondaires du médicament et des remèdes alternatifs disponibles. .

Si une personne est vaccinée en supprimant les faits ou en racontant des mensonges, ces vaccins sont totalement sûrs, cela signifie que le consentement est obtenu sous la tromperie. En Inde, la vaccination par tromperie ou par la force ou la coercition en mettant des conditions de vaccination est un délit civil et pénal. [**Registraire général vs. État du Meghalaya 2021 SCC OnLine Megh 130**]

Sur la base de la position juridique susmentionnée, le pétitionnaire a demandé l'enregistrement d'un FIR en vertu des **articles 52, 115, 302, 409, 120 (B), 420, 34, 109, etc. de l'IPC** et de l' **article 51. (b), 55** de la **Loi de 2005 sur la gestion des catastrophes** contre les responsables concernés qui commercialisaient les vaccins comme totalement sûrs.

Bill Gates et Adar Poonawalla, les partenaires dans la fabrication du vaccin Covishield (AstraZeneca) sont accusés de leur implication dans le complot.

En Inde, la personne permettant la fausse commercialisation de son produit est également tenue pour coupable en raison de son acte de commission et d'omission. À cet égard, les dispositions de l' **article 120(B), 34, 109, etc. de l'IPC** sont amenées à rendre Bill Gates et Adar Poonawalla coupables de meurtres de masse, c'est-à-dire l' **article 302, 115, etc. de l'IPC**.

Les prières dans la pétition se lisent ainsi;

*"je) Que le CBI soit tenu de traiter cette pétition comme FIR et de poursuivre le contrevenant comme l'a fait l'honorable Cour suprême dans l'affaire **Noida Entrepreneurs Association Vs. Noida (2011) 6 SCC 508** et suivi par cette Hon'ble Court dans l'affaire **Param Bir Singh v. State of Maharashtra, 2021 SCC OnLine Bom 516** .*

ii) que le CBI soit en outre invité à commencer immédiatement l'interrogatoire de l'accusé et à utiliser des tests scientifiques tels que le test de détection de mensonges, le test de cartographie cérébrale et le test d'analyse de Narco pour découvrir le complot complet et sauver la vie du citoyen indien ;

iii) Ordonnance à l'intimé n° 1, c'est-à-dire l'État du Maharashtra, de payer une indemnité provisoire de Rs. 100 crores au requérant immédiatement, puis de le récupérer auprès des fonctionnaires coupables responsables de la mort du citoyen requérant par son acte délibéré et illégal de commission et d'omission. »

Selon l'opinion d'experts, compte tenu des preuves de nature sterling, Bill Gates et Adar Poonawalla obtiendront la peine de mort.

Le requérant s'est également appuyé sur les antécédents criminels de Bill Gates pour avoir tué 8 filles lors d'un essai non autorisé de vaccins contre le VPH en Inde et sur le jugement du banc constitutionnel de la Cour suprême dans **l'affaire Kalpana Mehta (2018) 7 SCC 1**. Ce qui est une preuve solide contre Bill Gates et son syndicat des vaccins.

Le pétitionnaire a également fait référence aux preuves du plan sinistre de Bill Gates dans le programme de lutte contre la polio qui a gâché la vie de 4 enfants de Lac 50 000 en Inde alors qu'ils souffraient d'un nouveau type de paralysie est également une preuve supplémentaire de l'état d'esprit pervers et criminel de Bill Gates.

Selon les experts, il n'y a aucune chance que Bill Gates obtienne une caution dans l'affaire et tous les biens meubles et immeubles de l'accusé seront bientôt confisqués.

Diverses organisations sociales et personnes ordinaires ont décidé d'exercer le droit des citoyens d'arrêter l'accusé, conformément à l' **article 43 du Cr.PC** Selon ladite section, tout citoyen peut arrêter Bill Gates, Adar Poonawalla et d'autres accusés et les remettre à la police.

Récemment, en Australie, environ 10 000 demandes d'indemnisation ont été déposées contre la blessure due au vaccin.

Lien: <https://www.smh.com.au/politics/fed...us-vaccine-injury-claims-20211115-p598yy.html>

En Inde Lacs de cas sera déposé bientôt, dit Adv. Ishwarlal Agarwal, chef du comité national de coordination de l'Association du barreau indien.